

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

**ORDRE DU JOUR
DES SÉANCES PLÉNIÈRES**

Semaine du 20 au 24 mars 2017

JEUDI
23 mars 2017
à 14 h 15

Questions orales

Projets de loi et propositions

1. Proposition de résolution (M. Georges Dallemagne, Mme Véronique Caprassé, MM. Francis Delpérée et Wouter De Vriendt, Mme Gwenaëlle Grovonius et MM. Olivier Maingain et Dirk Van der Maelen) relative au soutien de la Belgique à la Tunisie, n°s 1427/1 à 6.
[Rapporteur : M. Stéphane Crusnière]
2. Proposition de loi (MM. Philippe Goffin, David Clarinval, Benoît Friart et Vincent Scourneau) visant à renforcer la mobilité des juges consulaires nommés avant le 1er avril 2014, n°s 2196/1 à 3.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : Mme Özlem Özen et M. Raf Terwingen]
3. Proposition de loi (M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, MM. Hendrik Bogaert, Roel Deseyn, Gautier Calomne et Philippe Goffin et Mmes Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Kristien Van Vaerenbergh et Sophie De Wit) modifiant la loi du 21 décembre 2013 en ce qui concerne la création d'une banque de données ADN "Personnes disparues", n°s 1952/1 à 7.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Stefaan Van Hecke]
4. Proposition de loi (M. Christian Brotcorne) modifiant la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances et visant à garantir le libre choix d'un avocat dans toute phase judiciaire, dans le cadre d'un contrat d'assurance de la protection juridique, n°s 192/1 à 7.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : Mmes Özlem Özen et Goedele Uyttersprot]
5. Projet de loi relatif à la décision de protection européenne, n° 2263/1 à 5.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Stefaan Van Hecke]
6. Projet de loi relatif à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle prononcées à titre d'alternative à la détention préventive, n°s 2264/1 à 5.
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Özlem Özen]

7. - Proposition de résolution (Mmes Yoleen Van Camp, Valerie Van Peel et Renate Hufkens, M. Jan Vercammen et Mmes Nathalie Muylle et Els Van Hoof) relative à l'épilepsie, n°s 2131/1 à 4.
- Proposition de résolution (MM. Damien Thiéry, Benoît Piedboeuf, Luc Gustin et Denis Ducarme) visant à développer une politique de lutte contre l'épilepsie pharmacorésistante, n° 2304/1.

[Rapporteur : M. Daniel Senesael]

8. Projet de loi portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, en ce qui concerne le financement des frais d'administration, de fonctionnement, d'étude et d'investissement résultant du plan d'urgence pour les risques nucléaires, n° 2310/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - l'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement - Rapporteur : M. Eric Thiébaux]

9. Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'Economie, n°s 2331/1 et 2.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - l'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement - Rapporteur : M. Johan Klaps]

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)
(voir annexe)

Votes nominatifs

sur les projets de loi et propositions terminés.

à 18 h 05

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

Annexe

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi (M. Alain Top) relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité par les membres de la police intégrée, n° 2355/1.
2. Proposition de loi (Mme Sabien Lahaye-Battheu) modifiant, en ce qui concerne les pensions alimentaires après la cessation d'une cohabitation légale, la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances, n° 2356/1.
3. Proposition de loi (M. Wouter Raskin et Mme Inez De Coninck) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la transparence administrative au sein des filiales de la SNCB et d'Infrabel, n° 2357/1.
4. Proposition de loi (Mme Veerle Wouters et M. Hendrik Vuye) modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, afin de publier les rémunérations que perçoivent les sénateurs pour des mandats liés à la politique, n° 2358/1.
5. Proposition de loi (Mme Veerle Wouters et M. Hendrik Vuye) modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, afin de publier les rémunérations perçues pour des mandats liés à la politique, n° 2359/1.
6. Proposition de loi spéciale (Mme Veerle Wouters et M. Hendrik Vuye) modifiant la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, afin de publier les rémunérations perçues pour des mandats liés à la politique, n° 2360/1.
7. Proposition (Mme Veerle Wouters et M. Hendrik Vuye) de déclaration de révision de l'article 195 de la Constitution, n° 2361/1.
8. Proposition de résolution (Mme Annemie Turtelboom, M. Tim Vandemput, Mme Carina Van Cauter et M. Patrick Dewael) relative à l'ingérence nuisible de certains États du Golfe dans le libre exercice du culte islamique en Belgique, n° 2365/1.
9. Proposition de loi (MM. Gautier Calomne, Denis Ducarme, Olivier Chastel, Emmanuel Burton et Gilles Foret) complétant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, n° 2367/1.
10. Proposition de loi spéciale (MM. Gautier Calomne, Denis Ducarme, Olivier Chastel, Emmanuel Burton et Gilles Foret) complétant la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, n° 2368/1.

11. Proposition de loi (M. Peter Vanvelthoven) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'établissement de centimes additionnels à l'impôt des sociétés au profit des communes, n° 2370/1.
 12. Proposition de loi (Mme Sabien Lahaye-Battheu) modifiant le Code civil en ce qui concerne la capacité de la personne protégée, n° 2372/1.
 13. Proposition de loi (M. Jan Spooren et consorts) instaurant un régime d'emplois d'intégration professionnelle, n° 2375/1.
-